

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**Direction des Achats**

Service des marchés publics

**Dossier suivi par :**  
Service des marchés publics

**Ligne directe :**  
01 56 29 15 97

**Fax direct :**  
01 49 77 38 54

**E- mail :**

**N. Réf. :**

**V. Réf. :**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**N°24 du 4 juin 2025**

**Relatif à**

**Externalisation des archives  
intermédiaires de l'Anses**

## TABLE DES MATIERES

Table des matières	2
<b>ARTICLE 1 Dispositions générales</b>	<b>3</b>
1.1 Mode de passation	3
1.2 Objet et forme du marché	3
1.3 Durée du marché	3
1.4 Période de transition en fin de marché en cas de changement de titulaire	3
<b>ARTICLE 2 Pieces constitutives du marche</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 Modalités d'exécution du marche</b>	<b>4</b>
3.1 Bons de commande	4
3.2 Lieu d'exécution	4
3.3 Délais d'exécution	4
3.4 Pénalités de retard	5
3.5 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	5
3.6 Suivi de la prestation	5
<b>ARTICLE 4 Responsabilité et obligations du titulaire</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 Vérification et admission</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 Prix du marche</b>	<b>7</b>
6.1 Prix	7
6.2 Révision des prix	7
<b>ARTICLE 7 règlement du marche</b>	<b>8</b>
7.1 Avance	8
7.2 Présentation des demandes de paiement	8
7.3 Mode de Règlement et délai de paiement	10
<b>ARTICLE 8 Résiliation du marché</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 Autres dispositions</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10 Litiges</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 Dérogations aux documents généraux</b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 MODE DE PASSATION**

Le présent marché est un marché de prestation de service passé en procédure adaptée en application des dispositions du code de la commande publique (articles L 2123-1, R 2123-1 à R 2123-7).

*Code CPV : 79995100-6 services d'archivage*

### **1.2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ**

Le marché porte sur la conservation et la gestion des archives de trois fonds clos (Afsset, SSM et Inra) et des archives intermédiaires du DEPR, DAMM, du Siège, de l'ANMV et des laboratoires.

Il comprend la fourniture de conteneurs, la prise en charge des archives (de la mise en conteneur à l'installation sur le site de conservation du titulaire), la conservation des archives, les communications d'archives, la sortie définitive et l'élimination.

Le contenu des prestations est détaillé dans le CCTP.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande qui fixe toutes les stipulations contractuelles, conclu avec un seul opérateur économique et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique.

Il n'est pas fixé de montant minimum ; le montant maximum du marché est fixé à 130 000 €HT sur 4 ans.

### **1.3 DUREE DU MARCHÉ**

Le marché est conclu à compter du **30 décembre 2025**, pour une période initiale d'un an.

A l'issue de cette période initiale, ce dernier pourra être reconduit expressément trois (3) fois par le représentant du pouvoir adjudicateur par période de 12 mois.

A cet effet, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce dans les trois mois qui précèdent la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire ou non le marché. La non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

### **1.4 PERIODE DE TRANSITION EN FIN DE MARCHÉ EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE**

**En cas de changement de titulaire** : en fin de marché, afin de garantir la continuité de conservation des archives existantes et leur transfert vers le nouveau titulaire du marché, la période **du 1er décembre 2025 (ou date de notification) au 30 décembre 2025** est dédiée à la reprise du stock d'archives existant par le titulaire du marché. En conséquence, à compter de la date de prise d'effet du marché, le titulaire se mettra en contact avec le précédent titulaire afin d'organiser la reprise du stock d'archives existantes. L'ensemble du stock d'archives devra être transféré au 30/12/2015.

#### **Période de transition en fin de marché en cas de changement de titulaire :**

En cas de changement de titulaire en fin de marché, afin de garantir la continuité de conservation des archives existantes et leur transfert vers le nouveau titulaire du marché, le dernier mois d'exécution du présent marché est une période de transition dédiée à la reprise du stock d'archives existant par le nouveau titulaire.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour faciliter le transfert des archives de l'Anses vers le nouveau titulaire.

## **ARTICLE 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant (dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS) :

### **2.1.1 Pièces particulières**

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;

Les documents originaux conservés dans les archives de l'Anses font seuls foi.

#### **2.1.2 Pièces générales**

- Le code de la commande publique (entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 mars 2021

#### **2.1.3 Autre(s) pièce(s) :**

- L'offre technique et financière du titulaire

#### **2.2 Disposition particulière**

Les conditions générales de vente du titulaire et ne sont pas applicables à ce marché.

### **ARTICLE 3 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

#### **3.1 BONS DE COMMANDE**

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs établis sur la base des prix annexés à l'acte d'engagement et notifiés au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'Anses. Les commandes sont transmises par tout moyen (télécopie, message électronique...).

Chaque bon de commande précise :

- Les références du présent marché,
- Désignation et adresse du signataire du bon de commande,
- La nature, la description des prestations à réaliser ;
- Les délais et le lieu d'exécution ou de livraison ;
- Le (s) prix unitaire(s) contractuel(s), le décompte HT, la remise éventuelle,
- Le taux de TVA applicable,
- La date du bon de commande
- L'adresse de facturation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si, dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire, la personne publique n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la prestation définie dans le bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché.

#### **3.2 LIEU D'EXECUTION**

##### **Concernant les prestations de Transfert des fonds existants:**

Le titulaire procède à l'enlèvement des archives existantes conservées sur les différents sites du titulaire du précédent marché SGA :

- Site de Combs-la-Ville :  
180, boulevard Maurice-Faure  
77380 Combs-la-Ville

##### **Concernant les prestations d'enlèvement ou de livraison des archives sur le site de l'Anses à Maisons-Alfort :**

Anses  
14, rue Pierre et Marie Curie  
94701 MAISONS-ALFORT CEDEX

#### **3.3 DELAIS D'EXECUTION**

Les délais de réalisation sont déterminés d'un commun accord avant chaque bon de commande. A défaut, le titulaire dispose d'un délai maximal de 7 jours à compter de la réception du bon de commande pour réaliser la prestation.

Les délais s'entendent hors jours fériés, chômés, samedi et dimanche.

##### **Délais spécifiques pour les Communications :**

Délai standard : le titulaire doit assurer la communication des archives dans un délai de 24 heures qui suit la demande. Ainsi :

- Si la demande est faite avant midi : la communication doit être assurée le lendemain avant midi au plus tard.
- Si la demande est faite après midi : la communication doit être assurée pour le lendemain avant 16 heures au plus tard.

Délai d'urgence : le titulaire doit assurer la communication des archives dans la demi-journée qui suit la demande. Ainsi :

- Si la demande est faite avant midi : la communication doit être assurée le jour même avant 16 h au plus tard.
- Si la demande est faite après midi : la communication doit être assurée pour le lendemain avant midi au plus tard.

### **Prolongation des délais :**

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG/FCS.

### **3.4 PENALITES DE RETARD**

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, en cas de retard d'exécution d'une des obligations contractuelles, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$P = \frac{V \times R}{100}$  dans laquelle :

P = le montant de la pénalité  
V = la valeur des prestations en retard  
R = le nombre de jours de retard.

#### **Pénalités spécifiques aux communications :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités sont calculées de la manière suivante :

#### **Délai standard :**

50 € HT par demi-journée de retard

#### **Délai d'urgence :**

100 € HT par demi-journée de retard.

Le montant des pénalités vient en déduction de la dernière facture. Sinon, il fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable de l'Anses.

Quel que soit le montant des pénalités, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées, en dérogation aux dispositions des articles 14.1.3 du CCAG/FCS.

### **3.5 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Suivant les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire, l'Anses peut procéder à la résiliation du marché et faire procéder par un tiers à la réalisation de la prestation concernée en lieu et place du titulaire.

### **3.6 SUIVI DE LA PRESTATION**

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Anses pour sa part informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

Les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur ne pourront être prises que par le Directeur général et, dans la limite de leur délégation, par le Directrice générale adjointe en charge des ressources, le Directeur administratif et financier.

L'exécution des prestations pourra être contrôlée à tout moment par l'Anses ou les personnes qu'elle mandate à cet effet.

## **ARTICLE 4 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

### **4.1 PERSONNEL DU TITULAIRE**

Pendant l'exécution de la prestation, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels de l'Anses ou à des tiers,
- aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

### **4.2 ASSURANCES**

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance (responsabilité civile et responsabilité professionnelle) garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels. Le contrat de souscription de police d'assurance exclut expressément les documents d'archives publiques du champ d'application de la clause de délaissement.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

### **4.3 CONFIDENTIALITE**

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'Anses, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

### **4.4 CLAUDE ENVIRONNEMENTALE**

Le titulaire du marché doit s'inscrire dans un engagement global en faveur du développement durable en prenant notamment en compte les enjeux environnementaux dans l'exécution de la prestation. Au-delà d'une simple déclaration d'intention, le titulaire du marché devra être en mesure en cours d'exécution du contrat de démontrer sa capacité à améliorer de façon continue les performances environnementales et/ou les maintenir à un niveau élevé et ainsi en faire notamment bénéficier l'Anses.

### **4.5 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL**

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail définis en annexe 1 au présent CCAP.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R 4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables aux laboratoires de l'Anses.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant à l'Anses au préalable à la mise en œuvre du marché et à la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire intervenant sur le site du laboratoire de l'Anses et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au règlement en vigueur.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

## **ARTICLE 5 VERIFICATION ET ADMISSION**

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

L'Anses dispose de 15 jours pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative. A l'issue des opérations de vérification, l'Anses peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire.

Passé le délai de 15 jours, la prestation est réputée admise. Le constat du « service fait » par le pouvoir adjudicateur vaut admission des prestations.

## **ARTICLE 6 PRIX DU MARCHÉ**

### **6.1 PRIX**

Les prix du marché sont unitaires et révisables sauf le prix de la prestation de reprise du stock initial d'archives qui est forfaitaire et ferme.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités et prestations réellement commandées et exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et prestations. Ils comprennent les frais annexes engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation.

### **6.2 REVISION DES PRIX**

Les prix unitaires de la prestation pourront être révisés annuellement, à la date anniversaire de notification du marché. La date d'établissement du prix initial est la date de signature de l'offre.

Mise en œuvre des révisions de prix :

Le prix de la prestation est révisé annuellement, à la date anniversaire de notification du marché, suivant la formule ci-après :

$$P = P_0 \left( 0.15 + 0.50 \times \frac{TR1}{TR0} + 0.35 \times \frac{ICHTrev-TS1}{ICHTrev-TS0} \right)$$

Dans laquelle :

**P** = prix révisé

**P<sub>0</sub>** = prix initial à l'acte d'engagement

**TR1** = Dernière valeur connue de l'indice TR (indice du coût de production dans les services – Transports et entreposage – identifiant 010769048) à la date de la révision des prix.

**TR0** = Valeur de l'indice TR (indice du coût de production dans les services – Transports et entreposage – identifiant 010769048), à la date de remise des offres.

**S1**= Dernier Indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés -(ICHTrev-TS) connu à la date de la demande de révision (publié au Bulletin de Statistiques de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques - INSEE, identifiant : activités spécialisées, scientifiques et techniques 001565195).

**S0**= Indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés -(ICHTrev-TS) du mois de remise de l'offre (publié au Bulletin de Statistiques de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques – INSEE, identifiant : activités spécialisées, scientifiques et techniques 001565195).

La révision des prix intervient sur initiative du titulaire, qui adresse à l'Anses – Service des marchés publics (14 rue Pierre et Marie Curie, 94700 Maisons-Alfort) – les éléments retenus pour la révision des prix et calcule les nouveaux prix applicables. Cette demande peut être formulée dans le corps de la facture correspondante.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, l'Anses notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué. Passé ce délai d'un mois, en l'absence de réponse de l'Anses, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, l'Anses procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire.

La révision des prix ne saurait affecter les commandes passées avant la date de son application effective. Elle s'applique aux commandes émises à compter de son entrée en vigueur.

Les prix une fois révisés constituent les prix de référence pour toutes les factures, émises par le titulaire, afférentes aux prestations réalisées au titre du marché jusqu'à la date d'application d'une nouvelle variation de prix le cas échéant.

#### **Clause de butoir et de sauvegarde :**

En cas de hausse excédant de 3 % les conditions précédentes, l'Anses se réserve la faculté soit de limiter cette hausse à 3 %, soit de résilier le marché sans préavis, et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité en dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 7 REGLEMENT DU MARCHÉ**

### **7.1 AVANCE**

En application des articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire, sauf renonciation expresse indiquée dans l'acte d'engagement, dans l'hypothèse où le bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Si la durée des prestations est inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant TTC du montant forfaitaire du marché ou du bon de commande.

Si la durée des prestations est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 10 % de la somme égale à 12 fois le montant TTC du bon de commande divisé par la durée du montant forfaitaire du marché ou du bon de commande exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'Anses se réserve la possibilité de récupérer l'avance dès la première facture.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

### **7.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Les factures sont établies sur la base des montants tels qu'ils figurent dans l'offre financière annexée à l'acte d'engagement, en fonction des prestations effectivement réalisées.

Les documents afférents au paiement seront transmis en un original et 1 copie et devront porter, outre les mentions légales (article D2192-2 de la commande publique), les indications suivantes :



➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).
- Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

➤ Éléments concernant la facture :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- **Le numéro d'engagement (n°CBDC)**
- **le numéro du marché**
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : **FR 54130012024**

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Où trouver les informations sur un bon de commande Anses :



A facturer à
. SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE  94704 MAISONS ALFORT TVA Intracom 54130012024

A livrer à
. SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE  94704 MAISONS ALFORT

Marché	BON DE COMMANDE	DATE	Page : 1
XMIX000025/1	CBDC 318 1	30-12-2016	

Fournisseur

### 7.2.1 Modalités de dépôts des factures :

 **Pour toute entreprise, le dépôt de vos factures doit se faire obligatoirement sur le portail Chorus Pro ([www.chorus-pro.gouv.fr/](http://www.chorus-pro.gouv.fr/) ; solution gratuite).**

Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.

#### **Pour la connexion à Chorus Pro :**

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement : le **numéro CBDC (Cf. supra)**
- **Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? : répondre NON**
- **Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.**

***En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur :***

***Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.***

***Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :***

- ***la désignation du sous-traitant ;***
- ***le numéro du marché concerné ;***
- ***la somme à payer au sous-traitant.***

***L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.***

**Service chargé du traitement des factures :** Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées, le contact est :

**Anses**

**Agence comptable / Service facturier**

**14 rue Pierre et Marie Curie**

**94701 Maisons Alfort cedex**

**[servicefacturier@anses.fr](mailto:servicefacturier@anses.fr) / 01.77.74.17.22.**

### **7.3 MODE DE REGLEMENT ET DELAI DE PAIEMENT**

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Anses dispose d'un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

**Cas de l'avance :** pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution.

#### **Intérêts moratoires :**

Lorsqu'il est imputable à l'Anses, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est é au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **ARTICLE 8 RESILIATION DU MARCHE**

Qu'il y ait faute ou non du titulaire, le marché pourra être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

Les commandes émises avant la date d'effet de la résiliation demeurent exécutables.

## **ARTICLE 9 AUTRES DISPOSITIONS**

**La personne habilitée à fournir les renseignements prévus aux articles R2191-59 à R2191-62 du code de la commande publique est :**

Le Directeur général de l'Anses  
14 rue Pierre et Marie Curie  
94701 Maisons-Alfort Cedex

**Le comptable assignataire des paiements est :**

L'Agent comptable principal de l'Anses  
14 rue Pierre et Marie Curie  
94701 Maisons-Alfort Cedex

NB : dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal de l'Anses.

## **ARTICLE 10 LITIGES**

Tout litige né de l'exécution ou de l'interprétation du marché peut faire l'objet d'une conciliation amiable suivant les dispositions du code de la commande publique (L.2197-3 à L.2197-4, L.2397-1 et R.2197-1, R.2197-16, R.2197-23 à R.2197-24).

Pour connaître d'éventuels litiges ne recevant pas de solution amiable, les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

## **ARTICLE 11 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS

L'article 3.1 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS

L'article 3.4 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS.

L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG/FCS